

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie
Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule sol Sous-Sol
65000 Tarbes

Tarbes, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

Lieu dit "Jouanlance"
40270 Cazères-Sur-L'adour

Références : 2025-0026-Dp
Code AIOT : 0006809247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germé. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- LAMOUSSETTE 32400 Saint-Germé
- Code AIOT : 0006809247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO), ci-après nommée exploitant, exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur les territoire des communes de Saint-Germé et Saint-Mont.

Les matériaux extraits sont des sables et graviers. L'emprise foncière du site couvre une surface d'environ 124 hectares dont 107 sont exploitables. Le rythme d'exploitation moyen est de 500 000 tonnes par an et fixé à 550 000 tonnes par an au maximum.

La durée d'exploitation est fixée pour une durée de 25 ans, jusqu'au 26 février 2038. La cote maximale d'extraction est de 82,5 m NGF.

En dehors de l'activité extractive, le site comporte plusieurs installations classées, notamment pour le concassage-criblage des matériaux ainsi qu'une centrale à béton (exploitée par la société Lafarge), une centrale d'enrobage à froid et une station de transit de matériaux inertes.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagements complémentaires	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 23.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Section 5 : Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	APC sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 5 : Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 23.2	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.4.2	Sans objet
6	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.7	Sans objet
8	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.5.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.9.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de la carrière alluvionnaire CMGO sur les communes de Saint-Germé et Saint-Mont fait apparaître des constats pour lesquels des justificatifs ou actions correctives sont attendus. L'inspection a notamment relevé l'absence de veille réglementaire sur les arrêtés préfectoraux de déclenchement des niveaux de sécheresse. Le cas échéant, cette information doit conduire l'exploitant à mettre en œuvre les mesures restrictives prévues par l'arrêté préfectoral spécifique à l'installation. Par ailleurs, l'exploitant doit produire les bilans hydrologique et écologique et transmettre une copie du plan d'exploitation 2024 de la carrière. Enfin il doit justifier du maintien de la sécurité d'accès au site (accès notamment hors période d'activité de la carrière) suite à la séparation des activités de centrale à béton nouvellement exploitée par la société LAFARGE. La surveillance des retombées de poussières est portée par l'arrêté ministériel relatif aux installations de broyage concassage, de fait la prescription telle que formulée dans l'autorisation d'exploiter est inadaptée. L'inspection prévoit d'actualiser cette prescription par arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 23.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surverses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des surverses vers le ruisseau du Pesqué sont aménagées au sud des lacs de Lamoussette sud et d'Estremau. Une autre surverse vers le ruisseau de Lagrave est implantée au sud du lac de Lamoussette nord.</p> <p>Ces surverses présentent un diamètre minimum de 40 cm. Elles sont équipées, en aval, d'un clapet anti-retour et en amont d'une grille dont la maille est inférieure ou égale à 20mm.</p> <p>La cote finale d'implantation est définie par le bilan hydrogéologique visé à l'article 33.3.3 ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des échanges, l'exploitant a précisé que les surverses n'avaient pas été mises en place. Par ailleurs, il s'interroge sur la pertinence de ces dispositifs du fait de l'absence de débordement. L'inspection précise que les surverses ont été prévues dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale sur la base d'une étude hydraulique, la mise en place de ces surverses est attendue au récolement des plans d'eau concernés. Une modification de cette prescription ne peut être réalisée qu'à l'appui d'un avis motivé d'un hydrogéologue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 23.4
Thème(s) : Situation administrative, Suivi écologique :
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi écologique du site en phase travaux (mise en place des installations) et en phase d'exploitation. Ce suivi est assuré annuellement par un expert écologue. Ses constats et recommandations, ainsi que les actions menées par l'exploitant sont consignés dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En l'absence de disponibilité, le rapport de l'écologue n'a pu être consulté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande la transmission du rapport de l'écologue. Le cas échéant l'exploitant transmet les actions menées ou prévues en réponse aux constats et recommandations formulés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 24.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Méthode
Prescription contrôlée : L'extraction est principalement réalisée à l'excavateur à godets, exceptionnellement à la pelle hydraulique ou à la dragueline (pour les secteurs peu accessibles à l'excavateur). La profondeur maximale des excavations est limitée à 10 mètres par rapport au terrain naturel. La côte minimale en fond d'excavation est de 82.5 m NGF. L'exploitant fait procéder annuellement, par une société spécialisée, à un contrôle de la profondeur d'extraction de la phase en cours.
Constats : L'exploitant a modifié les conditions d'exploitation du gisement, l'exploitation est principalement assurée à la dragueline en lieu et place de l'excavateur à godet. Cette modification technique s'est imposée du fait de la puissance du gisement inférieure à celle prévue initialement et en raison de la cohésion des matériaux rendant le gisement inexploitable avec l'excavateur à godet. L'exploitant a produit un porter à connaissance à cet effet. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation sera transmis au préfet du Gers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, les accès de la carrière doivent être contrôlés. Les accès des sites d'exploitation doivent être équipés de barrières fermées en dehors des heures d'activité. Le système de fermeture retenu doit permettre l'accès des services de secours et d'incendie en toute période.
Constats : Les activités de la centrale à béton ont été reprises par la société LAFARGE ; ainsi les activités de cette centrale à béton ne sont plus portées par l'autorisation d'exploiter la carrière. L'inspection a cependant constaté que l'accès aux activités demeure commune.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de préciser les mesures techniques ou organisationnelles mises en place pour garantir la sécurité des accès aux deux sites en cas d'horaires ou de fermetures différenciés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Section 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 31
Thème(s) : Situation administrative, plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1000 ^{ième} ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci, les parcelles cadastrales, les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, les cotes NGF des différents points significatifs, les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 30 ci-dessus, les limites de la phase en cours, les zones de stockage des terres et stériles de découverte, ainsi que celles de stockage des fines de décantation (avant leur utilisation pour la remise en état du site), la hauteur des stocks.

Constats :
Le plan d'exploitation 2024 n'était pas finalisé lors de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande la communication du plan d'exploitation avec l'ensemble des attendus de l'article 31 de l'arrêté préfectoral pris en référence, auxquels se rajoute la bande des 10m, dans le respect des dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des pollutions ou nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à des contrôles aux points de rejets. Les paramètres de contrôle sont définis ci-dessus.</p> <p>En complément de ce qui précède, l'exploitant contrôle annuellement la qualité des eaux en sortie de tous les points de rejet pérennes. Ces contrôles sont effectués avant le nettoyage des systèmes de traitement des effluents.</p> <p>La conformité du système d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'un contrôle régulier par le SPANC territorialement compétent. La fréquence est établie par ce service. Le premier contrôle de conformité doit intervenir avant sa mise en service.</p> <p>L'exploitant assure un contrôle trimestriel des canaux inclus et longeant le périmètre d'exploitation et en assure l'entretien. Cet entretien doit être réalisé en dehors des mois de février à mai et recevoir l'avis de l'écologue quant aux éventuels enjeux en termes de biodiversité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des analyses des prélèvements réalisés aux exutoires ne mettent pas en évidence de dépassement des seuils prescrits par l'arrêté préfectoral.</p> <p>La situation apparaît conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions ou nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrogéologique
Prescription contrôlée :

<p>Tous les ans, l'exploitant adresse au Préfet du Gers un bilan de l'impact hydraulique de la carrière : basculement, piézométrie, qualité des eaux, eutrophisation, ...</p> <p>L'exploitation des bilans annuel doit permettre de définir avec précision le positionnement des surverses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan 2024 de l'impact hydraulique de la carrière : basculement, piézométrie, qualité des eaux, eutrophisation, ... n'était pas disponible au jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande communication du bilan hydraulique 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum annuelle.</p> <p>Le seuil de niveau de pollution de l'air doit être inférieur à 30g/m².mois.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. A défaut, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>33.6 - Prévention des incendies</p> <p>Sans préjudice des dispositions réglementaires relatives à la prévention des risques d'incendie, l'exploitant prend toutes autres dispositions utiles, en particulier celles décrites dans son dossier de demande, pour éviter l'ignition et la propagation d'incendies.</p> <p>En particulier, les stockages de produits inflammables ou combustibles, les installations comportant des moteurs thermiques ou électriques, les engins de chantier et les véhicules ainsi que les différents locaux sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations et normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les différentes installations sont desservies par une voie permettant la circulation et l'utilisation faciles des engins de lutte contre l'incendie.</p>

<p>En accord avec les services d'intervention et de secours, l'exploitant doit définir les besoins spécifiques au site dans le cadre de la lutte contre les incendies (points de pompage en particulier).</p> <p>Ces aménagements doivent être en service dans un délai de 6 mois après la déclaration de début d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des retombés de poussières doit à la fois répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2013 et en l'absence de surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière, aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement.</p> <p>Il apparaît que la prescription de l'arrêté préfectoral est inadaptée et fera l'objet d'une modification par arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>L'exploitant a mis en place les mesures trimestrielles attendues par l'article 57 de l'arrêté de 2012 précité, Par le même article, l'exploitant est tenu de transmettre un bilan annuel des résultats des mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2013, article 33.9.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le service d'inspection des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant procède à une surveillance annuelle de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée et dans les zones d'urgences réglementées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.</p> <p>Indépendamment de ce qui précède, l'exploitant procède à un contrôle des émissions sonores chaque fois que la configuration de l'exploitation le justifie. A ce titre, un contrôle des émissions sonores (limites de propriété et zone d'urgences réglementées) est réalisé dès le début des travaux d'extraction, après mise en place des merlons acoustiques.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des mesures de bruits réalisées le 5 juin 2024 par un laboratoire, les niveaux sonores relevés précisent que l'émergence en zone à émergence réglementée mesurée à 2,5 db est inférieure à 70 db en limite de propriété. La situation apparaît conforme à l'exigence réglementaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : APC sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, mesures de restrictions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.</p> <p>Vigilance</p> <p>Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance</p> <p>Vérification quotidienne des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de rétention, des dispositifs de mesure des volumes et débits prélevés</p> <p>Remise en état sous 48h des désordres sur les réseaux d'alimentation, de stockage de l'eau et de mesure des volumes et débits</p> <p>Sensibilisation du personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau selon une procédure écrite et affichée sur site</p> <p>Limitations volontaires des usages de l'eau</p> <p>Relevé journalier des dispositifs de mesure des installations de prélèvement d'eau et consignation sur un registre</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a informé l'exploitant de l'existence d'un arrêté préfectoral cadre n°32-2024-08-03-00002 du 03 août 2024 réglementant les prélèvements d'eau et les usages depuis le milieu naturel dans le département.</p> <p>Cet arrêté précise, pour le secteur de la carrière sur la période du 03 août 2024 au 31 octobre l'activation du seuil de vigilance. Cet arrêté a depuis été abrogé le 13 septembre 2024, le seuil de vigilance n'étant plus nécessaire.</p> <p>L'activation de cet arrêté aurait du conduire l'exploitant (Cf art. 4-3-1 de l'AP) à mettre en œuvre les mesures du seuil "vigilance" de son arrêté préfectoral complémentaire fixant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier les conditions de mise en œuvre du seuil vigilance</p>

de son arrêté préfectoral, à défaut d'en justifier les raisons et d'apporter les mesures correctives. Il appartient à l'exploitant de s'informer des seuils sécheresses en vigueur dans le département.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois